

LesEchos.fr

Attention à ne pas décourager les Allemands

ERIC LE BOUCHER / EDITORIALISTE | LE 30/01 À 06:00



Attention à ne pas décourager les Allemands

Pour les Allemands, les politiques budgétaire et monétaire sont des artifices dangereux : seule compte la compétitivité des entreprises. L'action de la BCE et le vote grec risquent donc de nourrir l'euroscpticisme outre-Rhin.

d'Eric Le Boucher

ARTICLE(S) ASSOCIÉ(S)

DIRECT Hollande invite Tsipras 'à se rendre rapidement à Paris'

Les tabous sautent un à un en Europe, pas encore en France

Les tabous sautent un à un en Europe, pas encore en France

En 2010, six Allemands sur dix étaient contre une aide à la Grèce. Que les Grecs se débrouillent, ils ont triché, ils ont augmenté artificiellement leur niveau de vie grâce à l'euro, qu'ils mettent de l'ordre chez eux, « nous, Allemands, ne paierons pas ». Les Grecs avaient été prévenus, les traités excluent délibérément tout sauvetage par les autres, tout « bail-out », les gouvernements sont responsables de leurs comptes.

Angela Merkel a mis beaucoup de temps à se laisser convaincre que la crise grecque mettait l'ensemble de l'édifice de la monnaie unique en péril et qu'il fallait tendre la main à Athènes. Elle a accédé aux demandes de Paris, de Rome et de Washington dans l'urgence, devant des **marchés financiers** qui s'apprêtaient à tirer de copieux gains d'un démantèlement, morceau par morceau, de la zone. Berlin a perdu, des mécanismes de sauvetage ont été créés, puis améliorés au fur et à mesure des autres crises en Irlande, en Espagne, au Portugal.

Vue d'Allemagne, l'introduction de cette solidarité intra-européenne était une cinglante défaite de la « conception allemande » de la zone euro, la « culture de stabilité » qu'ils croyaient imprimée pour toujours dans les textes de l'Union. Pour les Allemands, les politiques budgétaire (la fameuse « relance » que les Français adulent) et monétaire (la planche à billets, la baisse du **taux de change**) sont des artifices dangereux, des illusions, seule compte la micro-économie, la production compétitive de produits de qualité. Cette culture est ancrée au plus profond dans les mentalités germaniques et dans le droit constitutionnel de la République fédérale.

La défaite en Grèce avait brisé les règles de Maastricht et elle allait, vue d'Allemagne, en entraîner d'autres. Tel a bien été le cas, M^{me} Merkel a dû accumuler les concessions, l'Union a aidé les pays, puis les banques, puis la Banque centrale européenne, pourtant installée à Francfort-sur-le-Main, a cessé d'être la fille de sa mère, la Bundesbank.

Les reculs continuent. S'installe une « Europe de la croissance » qui, d'inspiration keynésienne, est à l'opposé absolu de la conception germanique. Pour les Allemands, c'est une vision laxiste qui donne des excuses intellectuelles, budgétaires et monétaires aux gouvernements pour repousser les réformes microéconomiques douloureuses : coût du travail, marché du travail, formation, efficacité de l'Etat. C'est donner une bouteille à l'ivrogne en lui disant que c'est la dernière.

Au printemps 2013, est né outre-Rhin le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD), qui a créé la surprise en obtenant 4,7 % des voix lors des élections au Bundestag six mois plus tard. AfD n'est pas contre l'Europe, mais plaide pour une dislocation en deux, un euro du Sud, un euro du Nord. L'Europe keynésienne « de la croissance » pour les pays du Club Med et une solide Europe « de la stabilité » au Nord.

AfD serait aujourd'hui autour de 10 %. C'est encore peu, et la popularité d'Angela Merkel est telle (41 % de satisfaits) que la chancelière n'est pas encore trop gênée. Les Allemands restent dans leur immense majorité attachés à l'Europe et à l'euro. Mais tous les partenaires européens devraient veiller à ne pas les blesser.

Or il faut s'inquiéter. D'abord à cause de la liste des défaites qui s'allonge. La BCE a franchi le Rubicon avec sa politique d'« assouplissement quantitatif », elle va racheter massivement des dettes d'Etats, politique qui va d'abord servir les pays du Sud. Mario Draghi a pris les devants et il a déminé le terrain juridique pour éviter de se faire attaquer devant la Cour constitutionnelle allemande, mais, dans les faits, la politique monétaire européenne ressemble à celle de la FED américaine, qui est, vue d'Allemagne, le contre-exemple de la stabilité.

La victoire de Syriza en Grèce vient, évidemment, gonfler les rangs de ceux qui, en Allemagne, « *en ont assez* » des Grecs. L'Europe les a sauvés, une remise de dette leur a déjà été accordée, et voilà qu'ils demandent encore plus. Heureusement, les Allemands font une distinction avec les Espagnols ou les Portugais, ils limitent leur rejet aux Grecs.

L'autre motif d'inquiétude tient aux mots. Les Grecs, justement, mais pas seulement, des personnalités populistes d'autres pays, mais pas seulement, parfois des ministres, ajoutent des attaques directes contre les Allemands, leur suprématie, leur aveuglement, leur égoïsme... A ce discours, les Allemands, encore marqués par leur histoire, n'osent pas répondre sur le même ton, mais il les blesse. Toute une phraséologie anti-allemande nourrit AfD et fait grandir l'eurosepticisme.

Rassurer les Allemands devrait être, aujourd'hui, le mot d'ordre des gouvernements de l'Union. Angela Merkel dîne vendredi 30 janvier avec François Hollande et Martin Schultz, le président du Parlement européen. Le but est de renforcer un axe franco-allemand dégradé. Il sera question de fiscalité et d'un socle de règles sociales. C'est bien, mais trop peu.

Sur le fond, les Allemands ont des arguments économiques discutables (Keynes a raison sur la conjoncture), mais des arguments juridiques imparables. Cette « Europe de la croissance » viole les textes des traités, elle vient d'un rapport de force politique, elle est anti-démocratique. La solidarité entre pays engage sur une voie fédérale, il faut mettre en face des traités d'union politique.

C'est là le plus grave motif d'inquiétude. La France comme la Grèce veulent les instruments fédéraux sans le transfert de souveraineté qui va avec. On ne peut à la fois vouloir restructurer la dette grecque et vanter le

souverainisme. C'est la contradiction des partis populistes, c'est le coeur de la réticence des Allemands. Ils ont raison.

Eric Le Boucher

Eric Le Boucher est éditorialiste aux « Echos ».

@EricLeBoucher